



Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de
l'assainissement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Audrey LLEDO

Service public de l'eau et de l'assainissement - Service public de l'eau et de l'assainissement - Rapport sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) de l'assainissement pour l'année 2018 - Approbation

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

En application de l'article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), il doit être présenté au Conseil de Métropole, un Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) de l'assainissement. Ce dernier doit par ailleurs respecter les exigences fixées par la loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 et le décret du 2 mai 2007, notamment avec la mise en œuvre d'indicateurs de performance.

En 2018, le service public de l'assainissement concerne 1 507 km de réseaux d'eaux usées, 219 postes de refoulement et 13 stations de traitement des eaux usées. La capacité de traitement cumulée de ces dernières est de 578 717 Equivalents-Habitants ; ce qui représente 38,21 millions de m³ traités et près de 34,7 tonnes de pollution éliminées (DBO5/jour-Demande Biologique en Oxygène sur 5 jours). Le territoire compte près de 111 135 abonnés. Le réseau collectif d'assainissement dessert 97,78% de la population de la Métropole.

Fin 2018, les résultats épuratoires des stations de traitement des eaux usées gérées par Montpellier Méditerranée Métropole sont conformes à la réglementation locale pour 11 des 13 stations. Une difficulté technique ponctuelle, corrigée pour l'année 2019, a entraîné une non-conformité du paramètre azote sur la station de Saint-Drézéry. La station d'épuration de Murviel-lès-Montpellier, très vieillissante, facteur principal expliquant la non-conformité de la station sur de multiples paramètres, va faire l'objet de travaux de reconstruction qui se déroulent en 2019.

Concernant les travaux conduits par la Métropole, ils se sont élevés en 2018 à 11,1 M€ et portent sur le renouvellement du patrimoine, sur les extensions des réseaux nécessaires à l'évolution de l'urbanisation, mais aussi sur les ouvrages (stations et poste de refoulement).

Le Schéma Directeur d'Assainissement de 2004 arrive à son terme en matière de réalisation. Près de 11,9 kms de réseaux de l'intercepteur Est ont été posés. Le dernier tronçon sur la traversée du Lez au niveau du quartier Navitau à Castelnau-le-Lez, a été posé en 2018. Après contrôle de l'ensemble des 12 kms du tracé, quelques dernières interventions sont en cours avant la mise en service complète prévue fin 2019.

Les travaux de reconstruction de la station de traitement de Saint Georges d'Orques ont démarré fin 2018 pour une durée d'un an. Les travaux de reconstruction de la station de traitement de Murviel-lès-Montpellier se déroulent sur 2019, l'année 2018 ayant été consacrée à l'attribution des offres.

Concernant la station d'épuration MAERA, le suivi analytique du rejet dans le milieu naturel a confirmé l'absence d'impact sur le milieu marin et l'amélioration de la qualité du Lez depuis la suppression de tous les rejets par temps sec dans le cours d'eau.

Afin de garantir le débit minimum réglementaire du Lez de 650 l/s, le soutien d'étiage par l'eau du canal du Bas-Rhône a nécessité en 2018, la restitution de 8 millions de m³ représentant une dépense de l'ordre de 2 M€.

Les dossiers de consultation des entreprises en vue de la modernisation de la station de traitement MAERA ont été finalisés en 2018 et ont permis de procéder à une sélection des candidats admis à remettre une offre. Côté réglementaire, l'instruction des dossiers élaborés au titre des codes de l'urbanisme et de l'environnement s'est poursuivie sur 2018 en vue d'une enquête publique en 2019, en cours.

Globalement, les dépenses du budget annexe de l'assainissement se sont élevées en 2018 à 28 M€ TTC, dont

18,8 M€ de dépenses d'investissement et 9 M€ de dépenses de fonctionnement.

L'exercice 2018 fait apparaître un résultat s'élevant à 8,4 M€. Cet excédent permet de financer les engagements de travaux reportés, de diminuer le recours à l'emprunt des investissements et de provisionner les futurs travaux de modernisation de la station MAERA.

En termes d'organisation du service, l'exploitation est déléguée depuis le 1^{er} janvier 2015, sur la totalité des 31 communes membres, dans le cadre de 3 contrats de délégation de service public d'une durée de 7 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2021 :

- Contrat d'affermage pour le traitement des eaux usées par la station de traitement des eaux usées MAERA (VEOLIA EAU) ;
- Contrat d'affermage pour la collecte des eaux usées sur les communes raccordées à la station de traitement des eaux usées MAERA (VEOLIA EAU) ;
- Contrat d'affermage pour la collecte et le traitement des eaux usées sur les communes des secteurs est et ouest (AQUALTER).

L'année 2018 a été marquée par la signature d'un avenant n°1 pour chacun des contrats de DSP de traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA et de collecte des eaux usées des communes raccordées à MAERA gérés par VEOLIA. Ces avenants n°1 ont pour objet :

- La révision du périmètre de la délégation avec la mise hors service de la station d'épuration des eaux usées de Castries ;
- L'intégration de nouveaux postes de relèvement ;
- L'évolution du chapitre travaux neufs d'amélioration ;
- La hausse au 2^{ème} semestre de la rémunération du délégataire.

Ces modifications n'ont pas d'impact financier ni auprès des usagers ni sur le budget annexe assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le prix de l'assainissement au 1^{er} janvier 2019, comprenant les parts distributeur et intercommunale, a été fixé à 1,35 € HT par m³. Pour mémoire, le prix total moyen, comprenant l'eau, l'assainissement et les différentes taxes, établi sur la base de la facture normalisée de 120 m³ se situe à 3,26 € TTC/m³ sur la Métropole pour un prix moyen en France de 3,56 € TTC/m³ et de 4,01 € TTC/m³ en moyenne européenne.

Les délégataires ont réalisé en 2018 des travaux de renouvellement pour 1,5 M€. Ils ont réalisé le curage préventif de 13,2% du linéaire et ils ont mené 770 interventions sur le réseau et 827 interventions sur les branchements.

Le déploiement du dispositif de diagnostic en continu s'est poursuivi avec la mise en place et le suivi de 139 points de mesure sur le système MAERA et 50 points sur le réseau est et ouest.

Par ailleurs, les efforts se poursuivent en matière de contrôle des effluents collectés. En 2018, 18 nouveaux établissements ont engagé une démarche d'autorisation de déversement d'effluents non domestiques. La Cellule des Rejets Industriels et des Déchets toxiques (CRIDt) enregistre 974 établissements disposant aujourd'hui d'un arrêté d'autorisation de déversement notifié.

Concernant le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC), assuré en régie sur les 4 297 installations dénombrées sur le territoire métropolitain, un total de 254 contrôles a été effectué en 2018, dont 76 contrôles diagnostics de l'existant, 80 vérifications du bon fonctionnement et de l'entretien, 50 vérifications de la conception des travaux et 48 vérifications de la conception et de l'exécution des travaux.

Les rapports annuels 2018 des délégataires comme le rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'assainissement ont été examinés par la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) qui s'est réunie le 18 septembre 2019, conformément à l'article L.1413-1 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Rapport annuel 2018 sur le Prix et la Qualité du Service de l'assainissement ;
- autoriser sa transmission à toutes les communes de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix


Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 9 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- M2019-536.pdf
- RPQS_2018_ASSAINISSEMENT.pdf
- RPQS_2018_Annexes_ASSAINISSEMENT.pdf
- M2019-536.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.